



04-08-2013

Ce qu'ils craignent !

Depuis quelques jours F. Hollande visite les banlieues. Il apporte la bonne parole d'un Président qui marque sa compassion pour la pauvreté et propose ici ou là quelques emplois. Pendant ce temps, lui et son gouvernement avec le patronat, en liquident des dizaines de milliers. Le Ministre Lamy nous promet une nouvelle « politique de la ville » qui simplifierait les dispositifs actuels. Le résultat attendu c'est moins de moyen pour plus de misère. En effet depuis 2008 la misère s'est étendue, elle touche 15% des français et tout le cirque de la politique de la ville de B. Tapie sous F. Mitterrand à F. Amara sous N. Sarkozy en passant par Lamy aujourd'hui n'a qu'un objectif endiguer le mécontentement populaire et assurer un contrôle social de la population. Ce contrôle n'empêche pas les manifestations de colère de la population. Il a cependant le mérite aux yeux des dirigeants et des patrons de maintenir ce mécontentement sur le mode de la révolte sans que soit mis en cause leur politique. Beaucoup de forces s'intéressent aux banlieues populaires avec le même objectif. L'ambassade des USA finance des projets comme le fait aussi celle du Qatar, projets qui tendent à montrer la supériorité du capitalisme et à mettre en concurrence les jeunes sans travail avec en prime l'idéologie de gagnants. Pendant que tout ce monde s'agite, les capitalistes avec le gouvernement écolo-socialiste à son service sont en train d'imposer une redéfinition des territoires. Les métropoles se constituent de manière antidémocratique en niant les réalités communales et départementales. Le capital mondialisé a besoin d'espaces où il dit le droit, où il dispose au gré de ces besoins de force de travail qualifiée et d'une armée de chômeurs et de précaires pour faire pression sur les salaires et où il impose aux territoires une concurrence mondiale. Dans ces conditions, la démocratie et la Nation n'ont pas sa place. Cependant, la réussite du projet n'est pas assurée et les tenants du capitalisme le savent bien. Ils craignent par-dessus tout que le mécontentement des couches populaires puisse se transformer en exigence d'un changement social et politique profond. Ainsi le Président du Conseil Économique Social et Environnemental, J.P. Delevoye livre le fond de la pensée des forces dominantes. Il écrit qu'il faut « apaiser les peuples » pour : « éviter les colères destructrices ». Son analyse de la situation mondiale reflète une inquiétude profonde celle de l'intervention des peuples. Il

se range évidemment du point de vue du capital en affirmant clairement : « Apaiser les marchés et sauver les banques correspond à l'urgence pour éviter la faillite ». Il observe que dans l'état actuel des choses, les « mouvements populaires témoignent des spasmes qui secouent aujourd'hui nombre de sociétés et nous dévoilent un monde particulièrement instable ». Reconnaissons à J.P. Delevoye la lucidité de l'analyse. Elle doit nous inciter à poser en grand deux questions : celle de mettre fin au système d'exploitation capitaliste et construire une société socialiste au service des travailleurs et du peuple et celle tout aussi nécessaire pour accomplir cette tâche d'un grand parti révolutionnaire. C'est à la construction d'un tel outil que s'emploie notre parti Communistes.

www.sitecommunistes.org